

Acheteur public : Ecole Nationale de l'Aviation Civile
Siège Administratif
7 avenue Edouard Belin CS 54005
31055 Toulouse Cedex 4

Direction service : DER/ATM

Cahier des clauses administratives particulières

Numéro de la consultation : 202500FCS085

Objet de la consultation : Services de support à l'environnement de simulation du contrôle aérien

Procédure de passation : Procédure avec négociation en application des articles L2124-3 et R.2124-3 1° et 4° du Code de la commande publique

Table des matières

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3 - PERIMETRE DU MARCHE	4
ARTICLE 4 - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 6 - EXCLUSIVITE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 7 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 8 - FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS	5
8.1 Tranche ferme	5
8.2 Tranche optionnelle.....	5
ARTICLE 9 - LIEU D'EXECUTION	5
ARTICLE 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 11 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 12 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
12.1 Représentation des parties.....	6
12.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
12.1.2 Représentation du titulaire	6
12.2 Conditions d'exécution.....	6
12.2.1 Emission et exécution des bons de commande.....	6
12.2.2 Exigences relatives au personnel mis à disposition	7
12.2.3 Suivi des prestations	7
12.3 Obligation du titulaire	7
12.3.1 Obligation de conseil	7
12.3.2 Obligation d'information.....	7
12.3.3 Mesures de sécurité.....	7
12.4 Responsabilité du titulaire.....	7
12.5 Considérations sociales	8
12.6 Considérations environnementales.....	8
12.7 Traitement de données à caractère personnel	9
12.8 Confidentialité et secret des affaires.....	12
12.9 Constatation de l'exécution des prestations	13
12.9.1 Contrôle.....	13
12.9.2 Opérations de vérification.....	13
12.9.3 Constatation de l'exécution des prestations	13
12.10 Garantie.....	13
12.11 Primes	13
12.12 Pénalités	13
12.12.1 Généralités.....	13
12.12.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	14
ARTICLE 13 - REGIME FINANCIER	14
13.1 Forme et contenu des prix	14
13.2 Paiement des créneaux annulés	15
13.3 Paiement des frais de déplacement hors agglomération Toulousaine.....	15
13.4 Variation des prix.....	16
13.5 Avances.....	16
13.6 Modalités financières	17
13.6.1 Répartition des paiements.....	17
13.6.2 Intérêts moratoires	17
13.6.3 Modalités de facturation	17
13.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	18
ARTICLE 14 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	19
14.1 Echanges dématérialisés.....	19

14.2	Propriété intellectuelle	19
14.3	Sous-traitance.....	19
14.4	Assurances	20
14.5	Autres obligations administratives	20
14.6	Transférabilité.....	21
14.7	Résiliation	21
14.8	Différends	22
14.9	Litiges et contentieux	22
ARTICLE 15 - DEROGATIONS		22

Article 1 - Identification

Le présent accord-cadre est porté par : L'ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
ENAC

Adresse : **7 Avenue Edouard Belin**

Code Postal : **31 055**

Ville : **TOULOUSE**

Siret : **193 112 562 00015**

Téléphone : 05.62.17.40.00

Il est représenté par son Directeur Général, ou son représentant le Secrétaire Général.

Article 2 - Objet du marché

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de support à l'environnement de simulation du contrôle aérien au profit notamment des cycles et stages de formation de l'ENAC.

Ces formations pourront se dérouler à l'ENAC, ou à l'extérieur dans des centres de contrôle français ou étrangers.

Il s'agit plus précisément de prestations de support dites prestations d'opérateurs de simulateurs.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 34962230-9 : Formation au contrôle du trafic aérien

Article 3 - Périmètre du marché

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2161-1 et suivants du code de la commande publique. Ils sont libellés en unités d'œuvre (UO), comme détaillé à l'art. 5 du C.C.T.P.

Article 4 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti, s'agissant de la réalisation de prestations non distinctes.

Article 5 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour toute sa durée d'exécution :

- sans montant minimum
- avec un montant maximum de 15 000 000 d'euros HT.

Les volumes indicatifs sont fournis au CCTP.

Le présent marché cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 6 - Exclusivité du titulaire

Le titulaire bénéficie d'une exclusivité pour exécuter les prestations objet du présent marché.

Article 7 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.

L'exécution des prestations débutera à compter de la réception d'un ordre de service correspondant (au plus tôt le 22 juin 2026).

Le délai entre la date de notification et le début d'exécution des prestations doit permettre de réaliser le transfert de compétence entre l'ancien et le nouveau titulaire.

Article 8 - Fractionnement des prestations

Le fractionnement des prestations en tranches : ne s'applique pas dans le présent accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

8.1 Tranche ferme

Sans objet.

8.2 Tranche optionnelle

Sans objet.

Article 9 - Lieu d'exécution

Les formations se dérouleront sur le site de l'ENAC – Toulouse. Le prix de chaque UO comprend les frais de déplacement.

Exceptionnellement, elles pourront se dérouler sur les autres sites de l'ENAC, ou à l'extérieur dans des centres de contrôle français ou étrangers. Les frais de déplacement inhérents seront réglés selon les dispositions de l'article 13.3 du CCAP.

Article 10 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité en cas de discordance entre les documents :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- L'annexe financière présentant les prix unitaires pour chaque UO ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commande

Article 11 - Marchés de prestations similaires

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Article 12 - Modalités d'exécution des prestations

12.1 Représentation des parties

12.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

12.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

12.2 Conditions d'exécution

12.2.1 Emission et exécution des bons de commande

Un planning semestriel est établi et transmis un mois avant le début du semestre concerné.

Un bon de commande est émis tous les mois pour les prestations à réaliser le mois suivant.

Toutes modifications de planning seront notifiées par ordre de service.

Les bons de commande seront notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est : la date fixée dans le bon de commande, postérieure à la notification de celui-ci.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre
- les coordonnées du bénéficiaire (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- la désignation, la quantité des prestations commandées : nombre d'heures mensuelles à réaliser
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande

- le cas échéant, la référence au devis accepté

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger pour une durée de 6 mois après la date de fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

12.2.2 Exigences relatives au personnel mis à disposition

Le personnel mis à disposition pour la réalisation des prestations se conforme au règlement intérieur de l'ENAC et notamment aux règles de laïcité et à la charte de déontologie.

12.2.3 Suivi des prestations

Le titulaire devra se rendre disponible pour la tenue de réunions trimestrielles de concertation.

12.3 Obligation du titulaire

12.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de **dysfonctionnements** potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

12.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de signaler tout incident conformément à l'article 7.1 du CCTP.

12.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, aux mesures de sécurité applicables sur les sites sur lesquels il intervient.

12.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

A ce titre, le titulaire est tenu à une obligation de moyen.

12.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre comprend les dispositions sociales suivantes :

- Concernant la formation, le titulaire veillera à proposer des actions de formation professionnelle aux employés mobilisés sur ce marché, afin de renforcer leurs compétences.
- Le titulaire communique dans son offre la part de femmes qu'il met à disposition pour la réalisation des prestations.

En cours de marché, il s'engage à mettre en œuvre des dispositifs permettant d'augmenter cette part : lutter contre les discriminations à l'embauche, agir pour une plus grande mixité des métiers, agir pour accroître l'accès des femmes à des postes d'encadrement opérationnel, agir pour améliorer les conditions de travail des femmes et prévenir les situations de pénibilité, assurer une meilleure conciliation des temps de vie professionnelle et personnelle, promotion des femmes dans le recrutement, renforcement de l'accès des femmes à la formation, mesures structurelles...

Il communique tous les ans à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre les actions mises en place et le résultat obtenu.

12.6 Considérations environnementales

- Déplacements des personnels

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental : il favorise un déplacement doux pour les employés qui viennent sur site réaliser les prestations.

Il fournit 3 mois avant la fin du marché, les actions mises en place pour limiter l'impact environnemental des déplacements de ses personnels dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

- Dématérialisation des échanges

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens visant à réduire l'empreinte environnementale de ses outils numériques : l'utilisation d'espace collaboratif de travail pour limiter le nombre de mails, l'augmentation de la durée de vie de ses outils informatiques, notamment grâce à la réparation des matériels, toute autre solution contribuant à la sobriété numérique.

- Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre : BEGES

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R. 2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

12.7 Traitement de données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné " le règlement européen sur la protection des données ".

Les dispositions suivantes ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant, au sens du règlement européen sur la protection des données, désigné le titulaire, s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement, désigné l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Sous-traitance ultérieure

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné " le sous-traitant ultérieur ", pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur.

L'acheteur dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpo@enac.fr.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail adressé à : dpo@enac.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant ;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Pénalités

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

Pénalité forfaitaire de 50 euros par infraction pour toute infraction constatée aux dispositions ci-dessus.

12.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

12.9 Constatation de l'exécution des prestations

12.9.1 Contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées dans les conditions définies au CCTP.

12.9.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application des articles 27 à 29 du CCAG-FCS et dans les conditions définies au CCTP.

12.9.3 Constatation de l'exécution des prestations

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 30 du CCAG-FCS, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

12.10 Garantie

Sans objet.

12.11 Primes

Sans objet.

12.12 Pénalités

12.12.1 Généralités

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

12.12.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Outre les sanctions de remise en cause de l'autorisation d'exercer ou de suspension du certificat d'aptitude prévues au CCTP, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les manquements suivants feront l'objet des pénalités indiquées ci-après sans mise en demeure préalable :

Infraction	Pénalité
Toute défaillance du titulaire donnant lieu à la reprogrammation d'un exercice Non-présentation sur le poste de travail, retard sur les horaires prévus entraînant une annulation de la session, opération sans formation ni habilitation	600€ par exercice
Toute défaillance du titulaire altérant la qualité de la prestation, sans donner lieu à la reprogrammation d'un exercice Retard sur les horaires prévus sans entraîner l'annulation de la session, utilisation d'appareils nomades personnels interdits, perturbation liée à un problème comportemental, oubli des outils de travail (tablette et micro-casque), consommation de nourriture/boisson sur le poste de travail, non-respect des moyens mis en œuvre (planification hebdomadaire et nominative des opérateurs) absence de continuité de planification (fidélisation) des mêmes opérateurs dans le cadre d'une demande du Pôle POS	100€ par infraction
Non restitution d'un micro-casque	300€ par infraction

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande du mois auquel les manquements ont été constatés.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités dues.

Article 13 - Régime financier

13.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix et le cas échéant dans les devis établis par le titulaire et dûment acceptés par l'ENAC.

Les prix sont réputés inclure :

- tous les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement de restauration et d'hébergement des opérateurs sur les sites de l'agglomération Toulousaine ;

- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations notamment les tablettes ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

La facturation des prestations se fait sous la forme d'unités d'œuvre (UO), dont l'utilisation est détaillée à l'art. 5 du C.C.T.P.

13.2 Paielement des créneaux annulés

Toute modification, report, ou annulation d'un créneau par l'ENAC moins de 12h avant sa réalisation, sera intégralement payé.

Les exercices liés aux expérimentations annulés par l'ENAC seront facturés de la façon suivante :

- L'annulation d'un créneau entre la réception par le titulaire du bon de commande émis par l'ENAC et 60 jours avant sa réalisation, entraînera une facturation de 20% du coût horaire du créneau annulé,
- L'annulation d'un créneau entre 59 jours et 7 jours avant sa réalisation, entraînera une facturation de 50% du coût horaire du créneau annulé,
- L'annulation d'un créneau 6 jours ou moins avant sa réalisation, entraînera une facturation de 100% du créneau annulé.

13.3 Paielement des frais de déplacement hors agglomération Toulousaine

Le titulaire, dans le cadre des prestations se déroulant hors de la Métropole de Toulouse pourra présenter une facture relative aux frais liés au déplacement, à l'hébergement et à la restauration sur la base des dispositions prévues par le décret fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par le déplacement temporaire des personnels civils de l'Etat, à jour au moment de la réalisation de la mission.

Pour information, les montants applicables au jour de la publication de la consultation sont ceux fixés par le décret n° 2024-746 du 6 juillet 2024 et sont les suivants :

Frais de déplacement : Tarif SNCF de seconde classe à raison d'un déplacement aller/retour

Frais de repas : 20 €

Forfait nuitée : 90 € HT

Le prestataire fournira, en outre une preuve du lieu de résidence de l'intervenant (une seule fois par intervenant et à chaque changement de lieu de résidence).

En application du décret susvisé, sont considérées comme constituant une seule et même commune :

Pour l'agglomération de Toulouse, les communes dépendant de l'unité urbaine de Toulouse : Aucamville, Aussonne, Auzeville-Tolosane, Auzielle, Balma, Beaupuy, Beauzelle, Belberaud, Blagnac, Brax, Bruguières, Castanet-Tolosan, Castelnau, Castelmaurou, Cépet, Colomiers, Cornébarrieu, Cugnaux, Daux, Deyme, Eaunes, Escalquens, Fenouillet, Fonbeauzard, Frouzins, Gagnac-sur-Garonne, Gratentour, Labarthe-sur-Lèze, Labastide-Saint-Sernin, Labège, Lacroix-Falgarde, Lapeyrouse-Fossat, Launaguet, Léguevin, Lespinasse, Mervilla, Mondonville, Montberon, Montrabé, Muret, Péchabou, Pechbonnieu, Pechbusque, Pibrac, Pin-Balma, Pinsaguel, Pins-Justaret, Plaisance-du-Touch, Pompertuzat, Portet-sur-Garonne, Quint-Fonsegrives, Ramonville-Saint-Agne, Roques, Roquettes, Rouffiac-Tolosan, Saint-Alban, Saint-Geniès-Bellevue, Saint-Jean, Saint-Jory, Saint-Loup-Cammas, Saint-Orens-de-Gameville, Saint-

Sauveur, La Salvetat-Saint-Gilles, Seilh, Seysses, Toulouse, Tournefeuille, L'Union, Vieille-Toulouse, Vigoulet-Auzil, Villate, Villeneuve-Tolosane.

13.4 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Les prix unitaires du bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution puis révisables en hausse comme en baisse annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0.20 + (0.80 \text{ SYN rév}(n)/\text{SYN rév}(o))]$$

où :

" Pn est le prix révisé

" Po est le prix initial du marché

" SYN rév(n) et SYN rév(o) sont, respectivement, la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé - Honoraires (Syntec, Géomètres-experts), publiée à la date anniversaire du marché et au mois de remise de l'offre finale.

Unité :

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

- Clause de sauvegarde :

Si le calcul du nouveau prix entraîne une augmentation de plus de 5% par rapport aux prix initiaux, l'ENAC et le titulaire pourront fixer d'un commun accord le pourcentage à appliquer. En cas de désaccord, le marché peut être résilié, sans aucun versement d'indemnités, moyennant un préavis de trois mois.

- Modalités de mise en œuvre :

A la date anniversaire de l'accord-cadre, le titulaire adresse à l'ENAC à l'adresse marches-publics@enac.fr, le détail du calcul de la révision au format Excel ainsi que le bordereau de prix faisant apparaître les prix de base et les prix révisés pour chaque année.

Tant que le titulaire n'a pas transmis les nouveaux prix, les prix de l'année précédente continuent à s'appliquer.

Les prix révisés s'appliquent à compter du mois suivant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. En cas de transmission tardive des nouveaux prix, les prix révisés s'appliquent le mois suivant cette transmission, sans effet rétroactif.

13.5 Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises.

Ce taux s'applique sur le montant total TTC du bon de commande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R. 2191-11 et suivants du code de la commande publique et l'article A.11.1 du CCAG-FCS.

13.6 Modalités financières

13.6.1 Répartition des paiements

Les prestations sont réglées après service fait.

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

13.6.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L. 2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R. 2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

13.6.3 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire le mois suivant pour les prestations réalisées le mois précédent et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- la référence de l'accord-cadre
- le numéro du bon de commande,
- la date d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération le cas échéant
- **le détail du nombre d'heures réalisées par promotion**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDFREN
- Par saisie en ligne dans le portail

***** Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, L'ENAC s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

13.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R. 2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R. 2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'événement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 14 - Dispositions diverses

14.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les décisions ou informations faisant courir un délai courent à compter de l'accusé de réception ou à défaut dans les 48h suivant la date d'envoi de la communication.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent : par messagerie électronique.

14.2 Propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Le besoin technique et les finalités d'utilisation sont décrits au CCTP.

14.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L. 2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L. 2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

14.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

14.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire selon les modalités indiquées par l'ENAC (plateforme, mail...) à la notification de l'accord cadre.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L. 2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

14.6 **Transférabilité**

A la fin du présent accord-cadre, le titulaire devra réaliser les prestations décrites au CCTP nécessaires à l'obtention des habilitations par le futur titulaire.

Ces prestations seront réglées par le future titulaire.

14.7 **Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inaction après mise en demeure de remédier à la constatation de moyens insuffisants pour assurer les prestations.

Conformément au CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

14.8 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

14.9 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Toulouse.

Article 15 - Dérogations

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé
12.2.1 - Emission et exécution des bons de commande	Article 3.1.2 - Obligations générales des parties
12.12.2 - Pénalités liées à l'exécution des prestations	Article 14.1.1- Pénalités
12.12.2 - Pénalités liées à l'exécution des prestations	Article 14.1.3 - Pénalités